

TOUS les *élèves* **SONT CAPABLES** de *réussir*
ENSEMBLE, TRANSFORMONS L'ÉCOLE !

**10^e CONGRÈS
SNUipp-FSU
DU 6 AU 10 JUIN
RODEZ - AVEYRON 2016**



CONGRES DU SNUipp-FSU DE RODEZ

DISCOURS D'OUVERTURE

Sébastien SIHR, secrétaire général

« Chers amis, chers militantes et militants

C'est un réel plaisir de se retrouver ici à Rodez toutes et tous ensemble pour ce nouveau congrès du SNUipp-FSU. Merci à la section départementale de l'Aveyron pour son remarquable accueil.

C'est un grand plaisir d'être ensemble mais c'est aussi une grande responsabilité. Depuis quelques années, les politologues, les scientifiques, les philosophes, les sociologues l'affirment à longueur de tribune : le modèle de société dans lequel nous avons vécu depuis des décennies n'est pas capable de faire notre avenir. Notre monde est secoué ; et nous avec. Nous sommes à la croisée des chemins. Quand à la fois, les mutations du monde et internet permettent de partager les idées et de mettre à jour des scandales comme celui des *Panama papers*, dans le même temps, les écarts entre les riches et les pauvres, entre les migrants du sud et les sociétés du nord s'élargissent un peu plus chaque année. Quand des citoyens se mettent debout toute la nuit ou en marche le jour pour dire, comme Ken Loach, qu'un autre monde est possible et nécessaire, dans le même temps, nos démocraties s'entêtent avec les mêmes recettes, toujours plus libérales, et toujours plus impuissantes à répondre aux besoins vitaux des populations et faire face aux défis environnementaux.

L'Europe, cette belle idée, est dans une impasse. Elle s'enfonce dans une crise de la démocratie, où l'action politique perd peu à peu son crédit. Elle se montre incapable d'offrir un avenir sans chômage de masse, sans précarité, sans inégalités, sans pauvreté. Meurtries par les terribles attentats et inquiète de la situation géopolitique, nos démocraties se renferment sur elles même. Une grande partie des pays européens, dont la France, préfère construire des murs pendant que la guerre tonne à ses portes... Nous faisons la triste expérience d'une solidarité trop souvent aux abonnés absents à l'endroit par exemple de ces milliers d'enfants, de femmes et d'hommes qui

fuients les conflits, la misère et l'oppression.

Au bout du compte, les idées d'extrême droite gagnent du terrain, comme en Autriche. Mais chez nous aussi, le nationalisme, le rejet de l'autre, le racisme et la xénophobie gangrènent les esprits.

N'ayons pas peur des mots, nous sommes aujourd'hui confrontés à un choix de société. Mais contrairement à ce que prétendent certains, le passé ne nous en offre aucun. Il faut inventer l'avenir. Le SNUipp qui est un syndicat jeune, un syndicat nouveau, doit être une de ces forces qui vont de l'avant et ce d'autant plus, que nous avons dans nos classes, les futures générations de citoyens. C'est comme cela que nous nous sommes créés. Là où les syndicats étaient sous influence politique, nous au SNUipp, nous avons réussi à transcender ces vieux schémas, à faire cohabiter dans une confrontation dynamique et positive, les différents courants d'idées pour l'école et la réussite des enfants. C'est comme cela que nous sommes devenus majoritaires.

Le SNUipp et le syndicalisme en général ne régleront pas tous les maux de la société. Mais nous avons un rôle à jouer. L'école est un des piliers de la République. Pour l'avenir de tous ces enfants et pour leurs familles, plus que jamais, il nous faut être ensemble, fort et ensemble, pour fatiguer sans cesse la désespérance et réveiller l'espoir. Uni et rassembleur là où il est si commode de diviser. C'est ce qu'attendent nos collègues. C'est bien l'orientation qu'il nous faut poursuivre toujours plus et toujours mieux dès la rentrée prochaine. OUI, nous avons besoin d'un SNUipp ouvert et déterminé, d'un SNUipp contestataire et pro-réforme quand celles-ci vont dans le bon sens, un SNUipp force de propositions et d'actions, un SNUipp qui s'engage pour la réussite des élèves, qui instruit les débats pédagogiques et bataille pour l'amélioration des conditions de travail et la conquête de nouveaux droits pour nos collègues.

Notre choix de société, c'est qu'un enfant qui entre dans le système scolaire, qu'il vienne d'Afghanistan ou de Bretagne, qu'il soit une fille ou un garçon, que ses parents soient cadres ou ouvriers, ait le droit de grandir, de s'épanouir et de réussir à l'école.

Notre choix de société, c'est le droit à l'égalité homme/femme, le droit à un travail, le droit à la santé, au logement.

Notre choix de société, c'est le droit à la culture, à toutes les cultures, le droit à la différence... n'en déplaise à quelques édiles sectaires aux idées brunes.

Notre choix de société, ce n'est pas laisser à l'abandon des écoles avec des toits qui fuient fussent-

ils sous le soleil de Marseille.

Notre choix de société, c'est de ne pas supprimer un statut des fonctionnaires, qui permet un service impartial dans un monde où le clientélisme et le favoritisme fleurissent.

Notre choix de société, ce n'est pas un noyau d'olive pour les îles grecques et du caviar pour les îles Caïmans.

Notre choix de société, ce n'est pas un code du travail qui désintègre les droits des salariés.

Depuis des mois, notre pays est confronté à un mouvement social inédit et paradoxal. Inédit par sa durée, ses formes d'actions, ses nombreux secteurs concernés. Paradoxal dans l'éducation où malgré un réel rejet de la loi comme dans l'opinion, peu de collègues sont dans la grève. On assiste à un mouvement par délégation. Avec la FSU, notre place est bien dans l'interpro. Parce que ces mesures, mauvaises, touchent les familles dont nous avons les enfants en classe. Et, plus d'inégalité dans le privé, c'est toujours plus d'inégalité dans la Fonction publique. Pour faire entendre notre voix, celle des enseignants, nous avons lancé ce week-end la votation citoyenne. On sera le 14 juin dans les manifestations à Paris et partout en France. Et pour le dire haut et fort, nous vous proposons que notre congrès lance dès aujourd'hui à nos collègues, un appel à réussir cette journée.

Alors, oui, nous avons devant nous un vrai choix de société aussi parce que les enseignants qui travaillent dans les zones les plus déshéritées savent combien la misère pèse sur le destin scolaire et social des enfants. L'école n'est pas hors sol. Plus de 3 millions de chômeurs, plus de 5 millions de demandeurs d'emploi, 8,6 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, dont beaucoup d'enfants, un chiffre en augmentation constante comme vient encore de s'en alarmer l'UNICEF. Ces chiffres aujourd'hui donnent le vertige, Pour nous enseignants, ces chiffres ont des visages, ils portent des prénoms... Ces enfants de l'exclusion mais aussi ceux des salariés victimes des plans de licenciements, ceux des migrants sont dans nos classes. Alors pour eux, non, cela ne va pas mieux. Nous qui travaillons sur les générations futures, nous ne pouvons pas attendre. Ces enfants et leurs familles ont besoin de la solidarité collective pour s'en sortir. Les budgets sociaux ne peuvent être marqués par le sceau de l'austérité. Un Français sur quatre déclare remettre à plus tard des soins indispensables faute de moyen pour les financer alors que la sécurité sociale dérembourse et impose des franchises. Combien d'enseignants repèrent chez un enfant des troubles de la vue, de l'audition, des problèmes dentaires qui handicapent une scolarité normale ?

Voilà un an, suite aux attentats de janvier, le Premier ministre en appelait aux valeurs de la République pour mettre fin à « l'apartheid » territorial, social et même ethnique. Mais la formule choc ne fait pas illusion. Qui peut croire que l'on grandit la République à coups d'état d'urgence ou de déchéance de nationalité ? Qui peut croire que l'on renforce la cohésion de la République en pratiquant l'austérité budgétaire et en ne combattant pas la fraude fiscale ? Ce n'est pas notre choix de société pour nos enfants. 50 milliards d'euros évaporés dans les paradis fiscaux, 41 milliards d'euros abandonnés au MEDEF dans le pacte de responsabilité... On pourra toujours nous rabâcher qu'il faut se serrer la ceinture et qu'il faut éduquer aux valeurs de la République, rien de tout cela n'est crédible quand d'aucuns s'exonèrent des devoirs communs et de l'intérêt général. Tout cet argent aurait pourtant été bien utile pour renforcer les services publics, investir encore davantage dans l'école, les territoires déshérités et les politiques d'accès à l'emploi, au logement, à la santé, à la culture... C'est cela qui permet de faire société. C'est cela qui fait avancer la laïcité. La laïcité ce n'est pas l'exclusion des autres, l'exclusion des mamans voilées des sorties scolaires, ce n'est pas la stigmatisation d'une religion, la laïcité ne se mesure pas à ce qu'il y a dans les assiettes des enfants à la cantine.

Faire société, c'est aussi faire une belle école, une école pour toutes et tous. En 2012, on a promis aux enseignants une « refondation ». Ce serait exagéré de dire que rien n'a été fait, notamment sur nos salaires. Mais, ce serait imposture de parler de refondation car, au final, trop peu de changements dans notre quotidien. Nous continuons d'avoir des classes chargées, à faire beaucoup d'heures, n'avons pas de formation continue et pas suffisamment de RASED ou d'aide pour le handicap. Bien évidemment, nous savons que notre école paie encore la facture salée laissée par le quinquennat précédent avec les 80 000 postes supprimés. Nous savons faire la différence avec ceux qui ont méprisé l'école hier, souvent les mêmes qui ont pour projet de l'affaiblir encore demain. Nous avons toujours été à la pointe des mobilisations et nous le serons encore demain s'il le faut pour contrer ceux qui rêvent de suppressions de postes, de sélection précoce des élèves ou d'école « à la grand papa » qui fleure bon la naphthaline et la blouse grise.

Mais agiter le chiffon rouge de ceux qui veulent abimer l'école ne suffit pas à nous satisfaire de l'école telle qu'elle est et telle qu'elle va aujourd'hui. Nous chercherons toujours à voir grand pour les enfants, pour tous les enfants. Nous nous souvenons surtout que ce quinquennat devait être celui de la priorité à l'éducation, celui d'une légitime et nécessaire priorité à l'école primaire.

Certes, des choses ont avancé surtout ces dernières semaines avec par exemple la création d'un corps des psychologues, mandat historique du SNUipp, avec, enfin, des mesures pour nos salaires. Et puis, des créations de postes, des nouveaux programmes, des nouveaux dispositifs pédagogiques, l'éducation prioritaire, des chantiers métiers... mais, pas à la hauteur des besoins de notre école. Surtout, très vite, le fil de la priorité au primaire a été perdu. Il ne suffit pas d'affirmer la priorité à l'école primaire et d'inscrire dans une loi un certain nombre d'orientations intéressantes comme la maternelle, l'allègement en REP+, le plus de maîtres, les moins de 3 ans, que nous avons salué et que nous continuons de soutenir.

Il faut ensuite passer aux actes. Il faut réussir la mise en œuvre. Et de ce point de vue, le compte n'y est pas encore. (...) Et, nous sommes bien les premiers à le regretter. Nous n'avons pour vocation, ni à jouer à « tout va bien madame la marquise », ni à jouer les Cassandre. Nous cherchons à être lucides et exigeants. Alors, c'est vrai, nous jouons les troubles fêtes, car nous aimons l'école et nous avons de l'ambition pour nos élèves et pour les enseignants. Du coup, souvent, nous avons alerté et interpellé le ministère. Et quand nous n'étions pas entendus, nous sommes descendus dans la rue : sur les rythmes, pour des moyens pour l'école, pour la nouvelle carte de l'éducation prioritaire, pour les salaires ou encore, la semaine dernière, pour défendre les EREA.

Le fil de la priorité au primaire a été perdu avec la toujours chaotique réforme des rythmes qui a vampirisé l'école et qui reste à bien des égards loin d'être une réussite pour tous les élèves et tous les enseignants. Le fil a été perdu quand la ministre sortait de son chapeau une nouvelle annonce par semaine désorientant parents et enseignants. Perdu aussi par la réforme du collège qui occupe envers et contre tout, toute l'attention et l'énergie du ministère. Et pendant ce temps-là, la priorité au primaire a disparu des radars. Ensevelie peu à peu sous les sables quand, en mars dernier, le président de la République, lui-même, n'a pas placé l'éducation et l'école primaire dans ses priorités pour la fin du quinquennat. Or, le défi de notre système n'a pas changé et il est sérieux : 15 à 20 % des élèves entrent au collège sans maîtriser les compétences de base. C'est simplement insupportable. Chacun sait qu'il faut agir sur l'école primaire et le collège. Et pour le primaire, il reste encore beaucoup à faire, aussi bien en matière de création de postes, de pédagogie, que d'évolution du métier. Nous ne demandons pas une pluie de nouvelles annonces mais des priorités claires et de la constance.

Des priorités claires et de la constance pour mettre en œuvre concrètement la priorité à l'école

primaire. C'est la seule méthode pour faire avancer l'école. Si le gouvernement a semblé tergiverser. Ce n'est pas notre cas. La priorité à l'école et ses enseignants doit se mettre en place concrètement et complètement. Pas seulement parce que c'était une promesse de campagne. Mais, parce que c'est une exigence pour l'avenir. Il faut du changement pour de vrai. Pour permettre une réelle la transformation de l'école pour la réussite de tous les élèves. C'est un choix de société.

Le moment est venu de donner concrètement aux enseignants les moyens, le temps, la formation et la confiance nécessaire de bien faire leur travail auprès de leurs élèves. Le ministère a fait l'impasse sur ce sujet. Nous, nous l'avons pris à bras le corps. Publications à destination de la profession, colloque national en janvier dernier sur le travail avec un sondage à l'appui pour sensibiliser l'opinion publique. Cette année, nous avons posé une pierre supplémentaire en lançant notre pétition «Du temps, des moyens, de la confiance » qui a été signée par plus de 36 000 de nos collègues. Un premier signal et nous devons poursuivre en ce sens. Ce congrès doit être l'occasion de franchir un pas supplémentaire dans cette nécessaire campagne notamment dans la perspective de la rentrée. Ce sujet, ce n'est pas une petite affaire. C'est une exigence incontournable qui doit permettre à l'école d'avancer. Notre pays a la chance d'avoir 330 000 enseignants motivés, professionnels engagés pour la réussite de leurs élèves. Pour changer l'école, il faut faire avec eux. Il serait temps de soutenir leur énergie, de les conforter dans leur investissement pour l'école et de leur redonner la fierté du métier. Nous n'avons cessé de le dire. Nos universités d'automne le démontrent chaque année. Professeur des écoles est un métier complexe, exigeant où chacun s'investit sans compter. Notamment sans compter ses heures : par exemple, les 108 heures explosent. Elles ne correspondent pas à notre métier. Il faut que cela change et il nous faut obtenir en premier lieu la fin des APC dont le temps doit être redonné aux équipes. On assiste à une intensification du travail enseignant avec la multiplication de tâches administratives, l'empilement de dispositions. A cela s'ajoute le manque d'accompagnement et de confiance de la part de l'institution. Les enseignants restent trop isolés, insuffisamment aidés pour remplir des missions d'une complexité croissante comme la prise en charge des enfants en situation de handicap ou en grande difficulté scolaire.

Le moment est venu de nous donner du temps aussi pour sortir d'un exercice trop solitaire du métier et avoir les moyens de travailler collectivement. Seul, on bute contre les difficultés de certains élèves, seul, on s'épuise. A plusieurs, on est plus intelligents, plus forts... C'est pour cette

raison que nous souhaitons que ce qui se passe en REP, avec le dispositif « plus de maîtres que de classes » et en REP +, avec l'allègement de service, se développe en donnant la main aux équipes enseignantes, en faisant confiance aux professionnels pour leur donner les moyens de travailler mieux et autrement à la réussite des élèves. Si cela ne se passe pas partout très bien, il faut obtenir des réorientations. L'éducation prioritaire, ce doit être un laboratoire pour la transformation de l'école et pour l'amélioration de nos conditions de travail parce que ce sont dans ces territoires que se jouent plus et mieux de réussite pour nos élèves.

Ces premières mesures ne nous ont pas été offertes sur un plateau. 20 ans de mobilisation pour obtenir le plus de maîtres que de classes dans de premières écoles. Même l'allègement d'enseignement en REP+, nous l'avons arraché. Rappelons-nous tout de même. A l'origine, cet allègement ne devait cibler que les collèges. Ce sont nos interventions, notamment auprès de Jean-Marc Ayrault qui nous ont permis d'obtenir gain de cause également pour l'école primaire. Mais il faut aller plus loin...

Le moment est venu de nous donner les moyens de travailler à l'inclusion de tous les enfants. Car, là aussi, nous sommes trop souvent seuls et démunis. L'inclusion, dans la société, comme dans l'école, c'est aussi un choix de société. Sauf que celle-ci ne se décrète pas. Aujourd'hui, on demande aux enseignants d'être les artisans d'un changement majeur sans changer l'école. De nombreuses transformations sont pourtant nécessaires pour relever le défi notamment celui des élèves en situation de handicap : des effectifs allégés, une professionnalisation de l'accompagnement pendant et après l'école, des professionnels RASED, des éducateurs, et des plateaux techniques à disposition des écoles. Nous devons sortir de ce congrès avec des propositions nouvelles et fortes sur le sujet.

Le moment est venu de mettre le paquet sur une formation continue digne de ce nom. C'est la ligne adoptée par tous les pays qui ont réformé avec succès leur système éducatif. Et c'est cette voie que nous devons absolument emprunter au plus vite. Pas uniquement parce que des nouveaux programmes nous attendent, nouveaux programmes et documents pédagogiques que le ministère, notre employeur, n'a toujours pas trouvé bon de nous faire parvenir en version papier. Ce qui est inacceptable. Surtout quand on constate que ce même ministère trouve les moyens de financer de beaux livrets sur les rythmes pour les mairies. La formation continue doit être renouvelée et inscrite sur le temps de classe parce que nous avons besoin de réactualiser nos

connaissances, parce que nous avons besoin de nous ressourcer professionnellement. Les ESPE doivent être améliorées, se doter partout de formateurs universitaires maîtrisant bien les questions pédagogiques, didactiques du primaire.

Nous avons fait des propositions audacieuses pour la formation initiale et continue en interpellant la ministre et en rendant public un appel pour un grand plan de développement de la recherche sur l'école maternelle et élémentaire signé par plus de 50 personnalités du monde de l'éducation dont Philippe Meirieu que nous accueillerons jeudi après-midi.

Là, aussi, il faut que le ministère passe à l'acte.

Le moment est venu de mettre en œuvre convenablement la scolarisation des enfants de moins de 3 ans. Le jeu en vaut la chandelle. Mais, cela ne peut pas être une course au chiffre. Pour que cela profite à tous, il faut faire respecter les conditions spécifiques de la circulaire nationale.

Tout cela nécessite des moyens, une amplification de l'effort budgétaire en faveur de l'école primaire. C'est vrai. C'est incontournable, quand on voit que nos classes restent encore bien trop chargées notamment en maternelle. Notre école primaire, l'école des premières réussites est encore en retard par rapport à nos voisins européens au niveau de moyens. Nous payons des années et des années de sous-investissement. Il est donc indispensable de donner toujours plus à notre école primaire qui pendant trop d'année à reçu toujours moins.

Et puis, il y a les rythmes scolaires. Disons-le tout net : ce dossier n'est pas clos. La semaine dernière, au congrès des maires de France, le président de la République, lui-même, a été obligé de reconnaître que ce n'était pas la vie rêvée des anges. « Si des choses doivent être améliorées, elles le seront avec les maires » a-t-il déclaré. Que des choses doivent être améliorées, c'est indéniable tant trop d'organisations sont inadaptées aux élèves, spécialement en maternelle, et sont insatisfaisantes pour les enseignants. Mais ce n'est pas uniquement l'affaire des maires. C'est aussi l'affaire des enseignants et des parents... Dans cette réforme, l'Education nationale a trop souvent perdu la main. L'intérêt de l'école et du temps scolaire ont été trop souvent mis sous le tapis. Les difficultés financières, les contingences organisationnelles des communes ont trop souvent prévalu. Il faut que cela change. Mais, si on veut améliorer les choses, encore faut-il disposer de bilans objectifs et sérieux. Depuis des mois, des enquêtes et des études sur le temps périscolaire tombent en rafales, mettant en lumière les inégalités des activités proposées aux enfants et l'absence de gratuité pour les familles. Par contre, depuis près d'un an, l'Éducation

nationale bloque un rapport qui concerne lui, le temps scolaire et les effets pédagogiques de la réforme. Pourquoi une telle rétention ? Aujourd'hui, nous demandons à la ministre la publication de ce rapport. Car il est évident que cette réforme doit être remise à plat. Aujourd'hui comme hier, nous ne lâcherons pas l'affaire sous un quelconque prétexte politique. Ce qui nous transcende, c'est l'intérêt de l'école, celui des élèves et des enseignants.

Vous voyez beaucoup reste à faire. Nous ne devons esquiver aucun sujet, aucune revendication. Comme nous l'avons fait sur le dossier salarial. Et notre travail syndical a payé. 25 ans qu'il n'y avait pas eu de mesures spécifiques sur les rémunérations des enseignants. Premier progrès, l'ISAE à 1 200 euros à la rentrée prochaine. Enfin. C'était un de nos objectifs phare au début de cette année scolaire. On y est arrivés. Une avancée importante et légitime pour nos collègues. Cela ne s'est pas fait d'un claquement de doigt ou d'un coup paraphe au bas d'une page. Tous ensemble, on a mené une vraie campagne. Dès 2010, nous avons alerté l'opinion sur le déclassé salarial des enseignants du primaire. Et nous avons battu le pavé également. Le 26 janvier dernier, en appelant nos collègues à la grève, nous avons maintenu la pression sur le gouvernement après le succès de notre lettre pétition signée par plus de 50 000 de nos collègues. Oui, nous nous sommes montrés pressants et impatients. Le 22 mars, nous avons enfoncé le clou. C'est encore le SNUipp qui est allé remettre à Matignon 23 000 signatures de nos collègues récoltées en un week end. Nous avons gagné l'ISAE à 1 200 euros, à égalité de l'ISOE. Nous avons gagné ensemble. Personne n'a le monopole de l'ISAE. Elle appartient aux enseignants du primaire. C'est avec eux, c'est tous ensemble que nous avons obtenu réparation et justice. Mais le travail n'est pas fini. Il faut maintenant obtenir l'ISAE pour toutes et tous. 15 000 de nos collègues en sont encore écartés. Nous avons immédiatement pris les devants et proposé une action pour les oubliés de l'ISAE. Le 16 juin, une réunion est prévue au ministère : nous voulons des réponses concrètes pour ces collègues.

Deuxième avancée, la refonte de nos carrières. Les mesures inscrites dans PPCR offrent de nouvelles perspectives pour les salaires et la carrière des enseignants. C'est indéniable. Enfin la hors classe pour toutes et tous, des grilles revalorisées même faiblement. Certes, tout n'est pas parfait et nous le savons. Au final, c'est du mieux et la FSU a beaucoup œuvré pour tirer nos carrières vers le haut. Pour autant, le lourd passif salarial n'est pas réglé. Avec la FSU, il nous faut continuer d'exiger un grand plan de rattrapage des salaires dans toute la fonction publique, car le dégel a bien été insuffisant. Nous avons aussi un vrai désaccord sur le fait de réserver à certains de nos collègues l'accès à la nouvelle classe exceptionnelle, le GRAF. Une carrière serait possible

pour certains et pas pour d'autres ? Pour nous, c'est non. Reconnaître des fonctions particulières des directeurs ou des enseignants en REP par exemple, avec de la NBI, du temps dégagé, c'est indispensable. Mais, nous sommes attachés à ce que tous nos collègues, et notamment les femmes aient droit à la même carrière. La classe exceptionnelle, avec des indices élevés, doit être une perspective de carrière accessible à toutes et tous.

Et puis tout reste à faire sur la nouvelle évaluation des enseignants. Oui, c'est une bonne chose de revoir les modalités d'inspection tant celles-ci sont actuellement insatisfaisantes et dépassées, relevant davantage du jugement que du conseil et de l'échange de professionnel à professionnel. Mais ce dossier est trop important pour qu'il avance sans les enseignants. Le nouveau mode d'évaluation qui reste à construire aura un impact sur le déroulement de la carrière et de nombreuses modalités pratiques sont en débat : l'inspection doit-elle se faire encore en classe, ou lors d'un entretien ? Sur la base d'un bilan professionnel établi par l'inspecteur ou par l'enseignant ? Selon quels critères ? Et quel barème afin d'assurer la transparence ? Il est hors de question que ce sujet se traite en urgence et en catinmin avant l'été dans un groupe de travail restreint. Nous demandons que le scénario du ministère soit publiquement mis sur la table et qu'une consultation des premiers concernés, les enseignants, soit organisée en septembre.

Nous devons être ambitieux. Notre choix, c'est la transformation de l'école. Et chaque jour, nous devons le rendre crédible. Chaque jour nous devons le rendre possible. Mais comme le rappelle notre sigle de syndicat unitaire, le U du SNU, le U de la FSU, nous avons toujours pensé que c'est dans l'unité que les choses se gagnent. Nous ne sommes pas naïfs. Nous voyons bien qu'il existe des analyses différentes entre syndicats ; comme il existe des différences de points de vue dans une salle des maîtres. Si nous devons instruire les débats et affirmer clairement nos positions, nous devons toujours être les premiers à travailler et à proposer l'unité la plus large. Nos collègues n'aiment pas et ne se retrouvent pas dans les invectives ou les « tweet clashes » entre syndicats. Au SNUipp, avec notre fédération, nous ne jouerons pas cette mauvaise carte. Elle est perdante pour le syndicalisme et perdante pour l'école. Contester, proposer, débattre et rassembler le plus grand nombre pour construire un indispensable rapport de force, voilà notre boussole.

Aujourd'hui, dans ces temps de crise, de disqualification des institutions, la fonction de militant syndical est parfois rude. La confiance que nos collègues nous accordent n'est jamais acquise pour toujours. On l'a bien vu lors des dernières élections professionnelles où nous avons sensiblement

reculé. Mais nous sommes, encore et largement, la première force syndicale du primaire. Le SNUipp-FSU est incontournable. Nous avons cependant réussi, ensemble, à tirer les enseignements de ces résultats. Ensemble, nous nous sommes retroussés les manches avec un objectif : la reconquête de nos collègues, avec des pratiques syndicales de proximité, incarnées par des femmes et des hommes militants, compétents, sérieux et positifs. Il faut constamment remettre l'ouvrage sur le métier. Rien n'est jamais gagné. La profession se renouvelle, développe un nouveau rapport au syndicalisme. Et aujourd'hui, nous pouvons être fiers de notre travail collectif. Nous sommes sur une bonne dynamique. 2 500 syndiqués de plus en 2 ans. Près de 1 400, juste pour cette année, deux tiers des sections en progression de syndicalisation, certaines fortement. Bravo à nous toutes et à nous tous.

Pas d'autosatisfaction facile pour autant. Ça, on le laisse au ministère qui fait cela très bien. Mais nous devons poursuivre dans cette voie. Toujours plus et toujours mieux. Nous devons poursuivre le grand plan de formation des militants et des syndiqués que nous avons entamé voilà 3 ans à l'issue de notre dernier congrès. Plus de 200 militants en formation. Pari tenu. Syndicalisation et formation, Ce doit être encore des axes forts de notre activité pour assoir notre force, faire entrer de nouvelles et nouveaux militants, car chacun a sa place au SNUipp, avec ses idées, ses préoccupations, son envie, son enthousiasme pour notre métier.

Et puis, nous devons aussi poursuivre dans un travail toujours plus collectif, impliquant toujours mieux les syndiqués, les militants, les sections départementales. C'est en ce sens, j'en suis certain, que la nouvelle direction nationale que ce congrès doit élire, souhaite travailler. Une nouvelle direction qui devra conjuguer continuité et renouvellement en faisant une vraie place aux femmes, non parce qu'elles sont uniquement femmes mais parce qu'elles sont tout aussi compétentes et capables d'exercer des responsabilités au plus haut niveau.

Notre force, c'est notre implantation sur le terrain, c'est le travail engagé par vous tous, militants des sections départementales, un engagement indéfectible qu'il me faut saluer. Que serait la société sans engagement ? Que serait notre école sans vous, sans les militants syndicaux, les mouvements pédagogiques, les associations complémentaires, les mouvements mutualistes ? Notre société, notre école ne peut se passer d'un syndicalisme fort. Nous avons besoin de rencontrer nos collègues, car c'est avec eux que nous mobiliserons pour changer la donne. Pour cela, il faut aussi que le ministère aille jusqu'au bout et redonne toute sa place au droit syndical. Ce n'est pas normal que nous n'ayons pas les mêmes droits que l'ensemble des personnels de l'éducation et de la fonction publique.

Nous sommes bel et bien, pour l'école, face à des choix de société. La réussite de tous plutôt que les inégalités, l'inclusion plutôt que l'exclusion, la conquête de nouveaux droits plutôt que la régression, l'émancipation plutôt que le dressage autoritaire. Le travail syndical est utile et nécessaire. Grâce à lui, les idées avancent et finissent par se concrétiser. La priorité à l'école primaire, la professionnalisation de ses enseignants, une organisation de l'école avec plus de maîtres que de classes, un autre regard porté sur un métier enseignant, la revalorisation de nos salaires, permettent d'avancer vers la réussite de tous. Pas besoin de vous dire qu'il reste du travail à faire... A nous d'être audacieux et inventifs. Je nous le souhaite. C'est un beau défi ! Bon congrès à toutes et à tous. ET vive le SNUipp-FSU ! Et vive l'école ! »

Rodez, le 7 juin 2016

